

2) Les <i>domain names</i> comme nouveaux signes distinctifs; rapport avec la protection d'autres signes distinctifs, notamment les marques	146
3) L'autoréglementation privée en matière d'attribution et de gestion des <i>domain names</i> : les règles ICANN et des <i>Naming Authorities</i>	150
Par. 17. La protection des consommateurs dans le commerce électronique; les normes sur les services financiers en particulier	155
Par. 18. La protection de la <i>privacy</i> en matière d'Internet et dans le commerce électronique; la garantie de l'anonymat et la protection notamment contre le <i>spamming</i>	162
Par. 19. Les problèmes d'antitrust; notamment les ventes aux enchères électroniques ( <i>e-auctions</i> et <i>e-procurement</i> )	169
Par. 20. Les problèmes fiscaux du commerce électronique	173
1) L'imposition directe; la notion d'organisation stable et les retenues à la source	173
2) L'imposition indirecte	180
3) Les dispositions communautaires relatives à la TVA dans le commerce électronique; la facture électronique	182
Par. 21. Les nouveaux délits informatiques et les délits traditionnels commis sur Internet; le cyberterrorisme	186
Par. 22. La responsabilité des <i>providers</i> en général	192
Chapitre IV. Internet et le commerce électronique en droit international privé	197
Par. 23. Avant-propos: applicabilité générale des normes de droit international privé à Internet et au commerce électronique	197
Par. 24. Les problèmes de droit international privé d'Internet en tant que problèmes de qualifications	200
Par. 25. Le lieu de commission des infractions commises par l'intermédiaire d'Internet en général et les solutions offertes par la pratique	202
Par. 26. Les aspects de droit international privé en matière de violation des droits sur les biens incorporels par le truchement d'Internet	206
1) Avant-propos: le régime des biens incorporels en droit international privé	206
2) Application de ce régime aux biens incorporels utilisés par le truchement d'Internet	208
Par. 27. La notion de « site passif » apparaissant dans la jurisprudence américaine et dans la pratique internationale	211
Par. 28. La notion de contrat conclu par les consommateurs par voie télématique et ses conséquences en droit international privé	215
Par. 29. Les notions de lieu de conclusion du contrat électronique et de lieu d'exécution des obligations y afférentes	219
Par. 30. La notion de résidence des personnes physiques et d'établissement des personnes morales par rapport aux sites Internet	221
Par. 31. Le <i>cyberarbitration</i> et la résolution extrajudiciaire <i>on line</i> des litiges relatifs à des contrats télématiques	223
Bibliographie	230

ACADÉMIE DE DROIT INTERNATIONAL  
FONDÉE EN 1923 AVEC LE CONCOURS DE LA  
DOTATION CARNEGIE POUR LA PAIX INTERNATIONALE

# RECUEIL DES COURS

COLLECTED COURSES OF THE HAGUE  
ACADEMY OF INTERNATIONAL LAW

2005

*Tome 314 de la collection*



2005

MARTINUS NIJHOFF PUBLISHERS  
Leiden/Boston

## TABLE DES MATIÈRES

Chapitre I. L'érosion du monopole normatif de l'Etat relatif aux rapports juridiques entre personnes privées en ce qui concerne notamment Internet et le commerce électronique . . . . .	21
Par. 1. La crise du monopole de l'Etat dans la réglementation des rapports entre personnes privées comme conséquence de la globalisation des échanges . . . . .	21
Par. 2. La naissance d'un droit international des personnes privées comme phénomène empirique: droit uniforme internationalement imposé; droit communautaire; <i>lex mercatoria</i> ; lois types, codes de conduite et d'autoréglementation et autres exemples de <i>soft law</i> . . . . .	25
Par. 3. La nature juridique des normes de droit international des personnes privées et leur rapport avec le droit international et les droits internes . . . . .	34
Par. 4. Caractéristiques techniques d'Internet juridiquement importantes et notion de commerce électronique . . . . .	42
Par. 5. Les problèmes juridiques relatifs à Internet et au commerce électronique en général . . . . .	47
1) Renvoi aux solutions traditionnelles des problèmes juridiques non connexes à la nature technique du moyen utilisé . . . . .	47
2) Détermination des problèmes juridiques spécifiques d'Internet et du commerce électronique comme étant étroitement connexes à la nature technique du moyen utilisé . . . . .	51
a) Les problèmes créés par l'existence même du réseau et par son fonctionnement . . . . .	53
b) Conflits entre la nature délocalisée d'Internet et la nature territoriale de certaines normes . . . . .	57
c) Conflits entre la nature délocalisée d'Internet et les normes basées sur la notion de « lieu » . . . . .	58
d) Conflit entre la nature immatérielle d'Internet et les normes supposant un document sur papier . . . . .	58
e) Refus de l'idée d'un vide juridique ou d'un nouvel ordre juridique s'appliquant à Internet et au commerce électronique . . . . .	59
Chapitre II. Sources générales du droit international des personnes privées en matière d'Internet et de commerce électronique . . . . .	63
Par. 6. Avant-propos général . . . . .	63
Par. 7. Les normes communautaires; les services de la société de l'information . . . . .	65
Par. 8. La directive 2000/31/CE sur le commerce électronique en particulier . . . . .	69
1) Création d'un marché unique pour les services de la société de l'information en utilisant le principe du pays d'origine dans le domaine coordonné . . . . .	69
2) Exceptions et dérogations; interaction avec la discipline en matière de consommateurs, traitement des données et autres matières afférentes . . . . .	71
3) Principe du pays d'origine et droit international privé . . . . .	77
4) La notion d'établissement du fournisseur . . . . .	80

5) Le cadre normatif de référence . . . . .	81
a) Conditions générales pour la prestation de services pour la société de l'information et discipline des messages commerciaux: «droit au site», obligations d'information, <i>spamming</i> , professions réglementées . . . . .	82
b) Normes de base pour la discipline des contrats conclus par voie télématique: obligations d'information relatives au contrat et conclusion de celui-ci . . . . .	86
c) Responsabilité des prestataires intermédiaires . . . . .	90
d) Mécanismes de garantie relatifs au fonctionnement et à l'efficacité des normes sur les services de la société de l'information: autoréglementation, composition extrajudiciaire des litiges et recours juridictionnels . . . . .	94
6) L'approche globale de l'Union européenne . . . . .	96
Par. 9. L'activité des organisations internationales entre production de <i>soft law</i> et projets de conventions de droit uniforme . . . . .	99
1) Loi type CNUDCI sur le commerce électronique et projet de convention sur l'utilisation des communications électroniques dans les contrats internationaux . . . . .	99
2) Activités d'autres organisations internationales gouvernementales . . . . .	105
3) Notamment, l'engagement des Nations Unies pour la société de l'information dans le cadre WSIS . . . . .	109
Par. 10. Activité privée d'autoréglementation; l'activité CCI en particulier . . . . .	110
Par. 11. Coutumes internationales: <i>netiquette</i> . . . . .	113
Par. 12. Pratique contractuelle internationale . . . . .	115
Chapitre III. Normes spécifiques matérielles de droit international des personnes privées relatives à Internet et au commerce électronique . . . . .	118
Par. 13. Avant-propos général . . . . .	118
Par. 14. Les problèmes du document électronique, de la signature électronique et de sa certification . . . . .	119
1) Avant-propos . . . . .	119
2) Loi type CNUDCI sur les signatures électroniques . . . . .	120
3) La directive CE 1999/93 du 13 décembre 1999, relative à un cadre communautaire pour les signatures électroniques . . . . .	121
a) Objectifs et limites d'application . . . . .	121
b) Différents types de signatures électroniques; cryptographie . . . . .	122
c) Reconnaissance automatique et non-discrimination préjudicielle . . . . .	124
d) Les organes de certification et les contrôles par les Etats membres . . . . .	125
e) La reconnaissance mutuelle des services de certification et le cadre normatif communautaire de référence . . . . .	127
f) Aspects internationaux et comparatifs . . . . .	129
Par. 15. Les problèmes des moyens de paiement du commerce électronique . . . . .	132
1) Les instruments de paiement électronique en général . . . . .	132
2) La directive 2000/46/CE sur la monnaie électronique . . . . .	135
Par. 16. Les biens incorporels utilisés à travers Internet: problèmes de droit substantiel . . . . .	139
1) Le droit d'auteur sur Internet: développement de la pratique et activité des organisations internationales; la directive 2001/29/CE . . . . .	140